

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/NGO/42
8 janvier 1965

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Dix-septième session
Point 4 de l'ordre du jour

Distr. double

Projet de Convention internationale sur l'élimination
de toutes les formes d'intolérance religieuse

Proposition présentée par l'Union internationale de
l'humanisme et de l'éthique, organisation non gouvernementale
dotée du statut consultatif (Registre)

Le Secrétaire général a reçu la proposition ci-après, dont il communique le
texte aux membres de la Sous-Commission, conformément aux paragraphes 28 et 29 de
la Résolution 288 B (X) du Conseil économique et social.

Reçue le 2 janvier 1965

Pour que le projet de Convention puisse s'appliquer à tous les aspects du
problème, l'Union internationale de l'humanisme et de l'éthique propose de faire
figurer dans le projet de Convention les paragraphes ci-après :

Préambule :

Considérant que la Charte des Nations Unies est fondée sur le principe de la
dignité et de l'égalité inhérentes à tous les êtres humains, et que les droits des
êtres humains ne dépendent pas de l'acceptation ou du refus soit d'une croyance
religieuse donnée, soit de la religion en général;

Considérant que tous les Etats Membres se sont engagés à développer et encour-
ager le respect et l'observation universels des droits de l'homme et des libertés
fondamentales pour tous sans discrimination fondée sur la race, le sexe, la langue,

les croyances et pratiques religieuses ou le refus de toutes croyances et pratiques religieuses;

Considérant que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, droit qui implique pour chacun la liberté de changer de religion et celle de développer ses facultés morales sans adhérer à aucune religion ou croyance, ainsi que la liberté de professer sa religion, individuellement ou en commun avec autrui, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, la pratique du culte et l'observance des rites, ou son refus de toutes croyances ou pratiques religieuses.

Articles à faire figurer dans le corps de la Convention

1. Aux fins de la présente Convention, l'expression "discrimination fondée sur la religion ou la croyance" s'applique à toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur les croyances ou les pratiques religieuses, qui a pour but ou pour effet de supprimer ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, sur un pied d'égalité, des droits et des libertés de l'homme dans les domaines politique, économique, social, culturel, ou dans tout autre domaine de la vie publique.

2. Les parents ou les tuteurs légaux ont le droit de choisir la religion ou la croyance dans laquelle un enfant doit être élevé. Ce droit doit être exercé hors de l'intervention de tout groupement religieux, de l'Etat, ou de toute entité associant la religion et l'Etat. Dans le cas d'un enfant qui a été privé de ses parents, l'intérêt de l'enfant étant le principe directeur à suivre, les parents adoptifs ou nourriciers ou les tuteurs doivent être choisis sans qu'il soit tenu principalement compte de leur religion ou de leur croyance et ils doivent avoir le droit de guider, chez l'enfant, la formation des idées en matière de religion ou de croyance. Toutefois, à égalité de bien-être pour l'enfant, le choix doit se porter de préférence sur des parents adoptifs ou nourriciers ou des tuteurs dont les convictions positives ou négatives en matière de religion sont semblables à celles des parents naturels. Si l'enfant est arrivé à un degré suffisant de discernement, c'est de ses vœux dont il faut tenir compte en premier lieu.